

### **La chute des empires bouleverse le (vieux) monde /Fiche 3**

**Par Georges Corm**

**Ancien ministre libanais des finances, auteur de *La Question religieuse au XXI<sup>e</sup> siècle*, La Découverte, Paris, 2006, du Proche-Orient éclaté, 1956-2006, Gallimard, coll. « Folio », Paris, 2006, et de *Orient-Occident, la fracture imaginaire*, La Découverte, Paris, 2005.**

La planète comptait 53 Etats indépendants et souverains en 1914 ; en 1932, elle en rassemblait 77. Entre-temps, l'onde de choc de la première guerre mondiale a provoqué le démantèlement des Empires ottoman et austro-hongrois. La chute de ces deux puissances qui régnaient sur l'est de la Méditerranée depuis la fin de l'Empire byzantin a constitué un cataclysme dont les conséquences se font encore sentir de la Palestine à l'ex-Yougoslavie.

Le traité de Versailles, qui conclut la première guerre mondiale, ne fait pas disparaître uniquement l'Empire allemand et l'Empire russe. L'Empire ottoman, qui avait dominé autrefois la plus grande partie de l'est de la Méditerranée et les provinces arabes d'Afrique du Nord (à l'exclusion du Maroc), est réduit au plateau anatolien (l'actuelle Turquie) avec ses façades maritimes. Quant à l'Empire austro-hongrois, il est disloqué par la naissance de l'Autriche, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et du royaume des Serbes, Croates et Slovènes – la future Yougoslavie.

La cause principale de l'effondrement de ces deux empires a été l'exportation du virus des nationalismes européens vers les Balkans, le plateau anatolien et l'ensemble syro-mésopotamien. Dans ces régions, des populations aux affiliations religieuses, ethniques ou linguistiques différentes avaient vécu dans une très forte mixité depuis la plus haute Antiquité. L'attraction exercée par le modèle politique de l'Etat-nation ainsi que les rivalités européennes dans la course à une expansion coloniale à l'est et au sud du bassin méditerranéen – inaugurée en 1798-1799 par l'expédition de Bonaparte en Egypte et en Palestine – ont ébranlé ce cadre tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle.

Des Grecs, des Bosniaques ou des Arméniens participaient à l'administration de l'Empire ottoman.

Les promesses des puissances européennes aux communautés religieuses ou ethniques, devenues leurs « clientes » à travers un dense réseau de diplomates, de missionnaires et d'institutions éducatives modernes, enfantent des courants sécessionnistes forts, qui remettent en question la cohésion ottomane et austro-hongroise. Ces communautés vont se politiser en tirant parti des pressions des grands Etats européens qui réclament qu'on accorde des droits aux « minorités ».

Jusque-là, les querelles et violences localisées étaient le plus souvent dues à des problèmes de distribution de ressources rares (eau, terre...) en zone rurale, ou à une concurrence commerciale et économique en zone urbaine. Des élites de plusieurs de ces communautés contribuaient par ailleurs à la gestion des deux empires. Ainsi des Grecs, des Bosniaques ou des Arméniens participaient-ils à l'administration de l'Empire ottoman ; et des Hongrois ou des Croates, à celle de l'Empire austro-hongrois.

Face à la montée des nationalismes ethniques ou religieux, la réaction de Constantinople est double. D'un côté, les sultans jouent de la solidarité panislamique face aux entreprises coloniales européennes ; de l'autre, les officiers jeunes-turcs mobilisent autour du touranisme, c'est-à-dire la croyance en la supériorité

de la « race » turque sur toutes les autres composantes de l'empire, élément qui deviendra le cœur de leur idéologie.

Aussi n'est-il pas étonnant que la fin de la première guerre mondiale entraîne dans l'Est méditerranéen des massacres et des déplacements forcés de populations (entre Arméniens et Turcs, Kurdes et Arméniens, Kurdes et Turcs, Bulgares orthodoxes et Turcs...) au cours desquels des millions de personnes périssent ou voient leur vie ruinée.

Dès 1917, les Britanniques promettent de créer un « foyer national juif » en Palestine.

Après que Paris et Londres se sont partagé le Proche-Orient (accords Sykes-Picot, 1916), la Palestine passe en 1922 sous mandat du Royaume-Uni, qui a promis, par la célèbre déclaration de lord Balfour de 1917, d'y créer un « foyer national » juif, déjà annonciateur de la spoliation future de la population palestinienne.

Gommée des mémoires

Cet engagement contredit les promesses des dirigeants britanniques faites aux Arabes de constituer, après la victoire, un royaume arabe unifié du Hedjaz à la Mésopotamie. Le poids des idéologies dans l'écriture de l'histoire contemporaine est tel que la chute des Empires ottoman et austro-hongrois est gommée des mémoires, en dépit des convulsions qui continuent d'agiter cette partie stratégique du Proche-Orient.

En témoigne la désintégration sanglante de la Yougoslavie, survenue soixante-dix ans seulement après la création de cet Etat, ainsi que la permanence des souffrances quotidiennes du peuple palestinien – sans oublier la division, heureusement pacifique, de la Tchécoslovaquie en 1992.

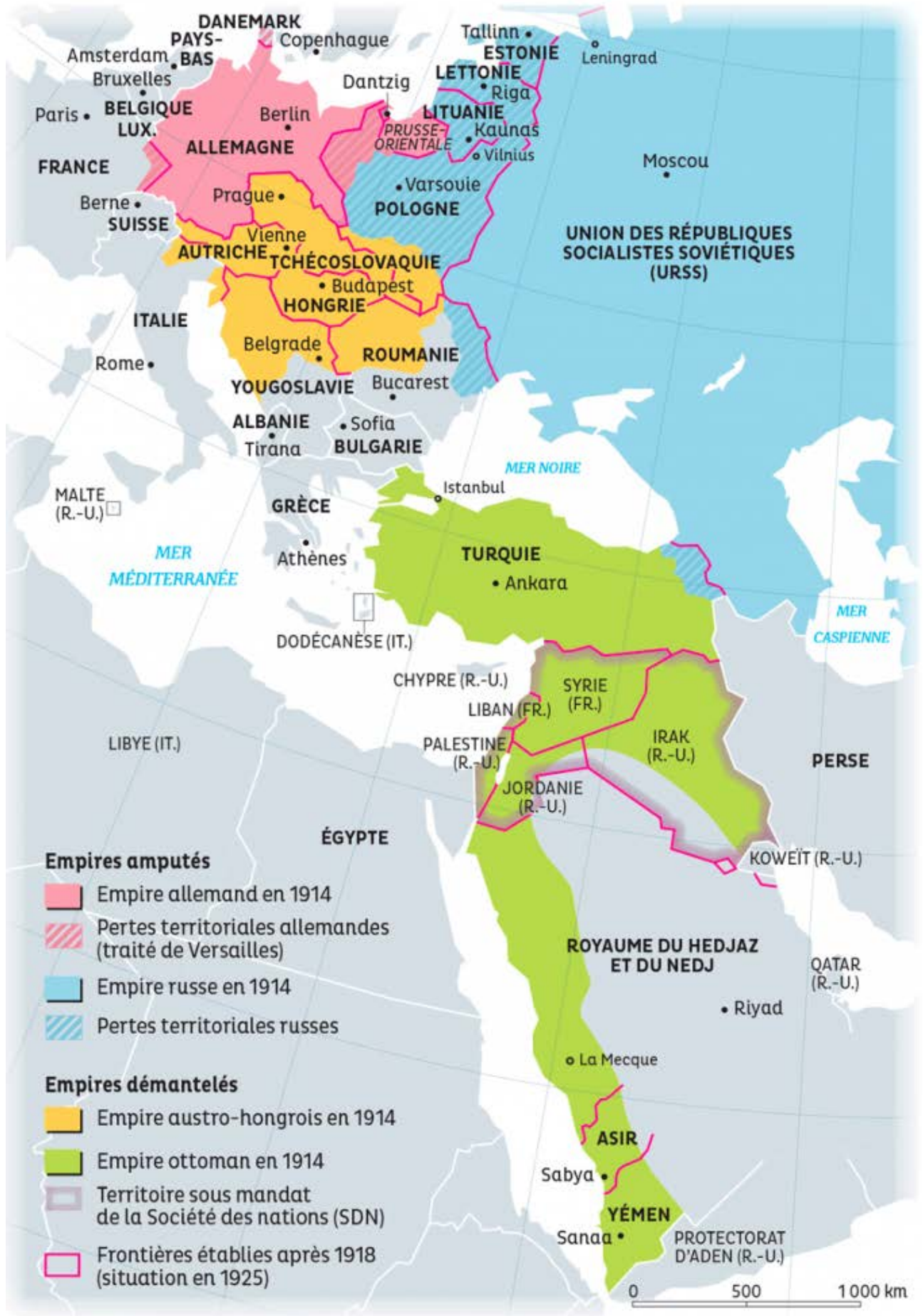
---

### **Manuel scolaire turc**

Allié aux puissances centrales pendant la première guerre mondiale, le gouvernement ottoman espère profiter du conflit pour chasser les Russes du Caucase du Sud. Mais ce projet se transforme en débâcle, ce dont les Arméniens sont rendus responsables : ils auraient trahi. Ordre est donné de les transférer dans le désert syrien, où plus d'un million d'entre eux périront. Depuis près d'un siècle, la Turquie nie ce génocide, et ses manuels scolaires en donnent une vision mensongère. Telle celle-ci, publiée au milieu des années 1990.

Les Russes ont pris les Arméniens pour des pigeons. Pensant qu'ils allaient gagner leur indépendance, ces derniers ont attaqué leurs innocents voisins turcs. Les « comités » arméniens ont massacré des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants turcs, compliquant la guerre contre les Russes. L'Empire ottoman décida donc en 1915 de transférer les Arméniens [enrôlés dans l'armée ottomane] des champs de bataille vers la Syrie. C'était la bonne décision. Pendant leur migration, certains Arméniens sont morts, à cause des conditions climatiques et de l'insécurité... La nation turque ne peut être tenue pour responsable de ce qui est arrivé pendant la migration des Arméniens. Des milliers d'entre eux sont arrivés en Syrie et y ont vécu sous la protection de l'Etat turc.

Maral N. Attallah, *Choosing Silence : The United States, Turkey and the Armenian Genocide*, Master of Science Thesis, Sociology Humboldt State University, 2007.



**DANEMARK** Copenhague

**PAYS-BAS** Amsterdam

**ALLEMAGNE** Berlin

**PRUSSE-ORIENTALE** Dantzig

**ESTONIE** Tallinn

**LETTONIE** Riga

**LITUANIE** Kaunas, Vilnius

**POLOGNE** Varsovie

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (URSS)** Moscou

**FRANCE** Paris

**ALLEMAGNE** Berlin

**PRUSSE-ORIENTALE** Dantzig

**POLOGNE** Varsovie

**Autriche** Vienne

**TCHÉCOSLOVAQUIE** Prague

**HONGRIE** Budapest

**ROUMANIE** Bucarest

**YOUgoslavie** Belgrade

**ALBANIE** Tirana

**BULGARIE** Sofia

**MER NOIRE**

**TURQUIE** Ankara

**MER MÉDITERRANÉE**

**MER CASPIENNE**

**GRÈCE** Athènes

**DODÉCANÈSE (IT.)**

**CHYPRE (R.-U.)**

**LIBAN (FR.)**

**SYRIE (FR.)**

**PALESTINE (R.-U.)**

**JORDANIE (R.-U.)**

**IRAK (R.-U.)**

**PERSE**

**ROYAUME DU HEDJAZ ET DU NEDJ** Riyad

**ASIR** Sabya

**YÉMEN** Sanaa

**PROTECTORAT D'ADEN (R.-U.)**

**LIBYE (IT.)**

**ÉGYPTE**

**QATAR (R.-U.)**

**KOWEÏT (R.-U.)**

**MALTE (R.-U.)**

**FRANCE** Paris

**ITALIE** Rome

**ROYAUME-UNI** Londres

**AMÉRIQUE** Washington

**CHINE** Pékin

**JAPON** Tokyo

**RUSSIE** Moscou

**URSS** Moscou